

**Marché public de services
Procédure adaptée
Publication au BOAMP et au JOUE**

**Gardiennage des locaux du CNSAD-PSL
Consultation 2025-05**

Le présent CCAP contient 6 pages numérotées de 1 à 6

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	2
1.1. Objet du contrat	
1.2. Forme du contrat	
1.3. Décomposition du contrat	
1.3. Marchés similaires	
1.4. Modifications en cours d'exécution du marché	
1.5 Disposition spéciales d'exécution du marché	
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DUREE D'EXECUTION	3
ARTICLE 4- SOUS TRAITANCE	3
ARTICLE 5 – PRIX	3
ARTICLE 6- MODALITES DE REGLEMENT... ..	4
6.1. Modalités générales de paiement et format des factures	
6.2. Délais de paiement et intérêts moratoires	
6.3. Avances	
ARTICLE 7 – ASSURANCES	5
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE	5
ARTICLE 9 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	5
9.1. Personnel travailleur étranger	
9.2. Visite médicale	
9.3. Santé et sécurité au travail	
9.4. Reprise des personnels	
ARTICLE 10 – ACCES AUX LOCAUX ET EQUIPEMENTS	6
ARTICLE 11 – OBLIGATION DE RESULTAT ET PENALITES.....	6
ARTICLE 12 – LITIGES	6
ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG	6

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD CADRE

1.1. Objet et lieux d'exécution du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent l'exécution des prestations de gardiennage des locaux du Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique – PSL(CNSAD-PSL) (théâtre, salles de représentations, salles de cours, locaux administratifs et techniques), situés 2 bis rue du Conservatoire 75000 Paris (bâtiment principal), au 43 rue de le Commune 93230 Romainville (bâtiment secondaire) et au 29 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris (bâtiment annexe).

1.2. Forme du marché

Le présent contrat est un accord cadre.

1.3. Décomposition du marché

Le présent accord-cadre concerne les services de gardiennage du CNSAD-PSL et comprend plusieurs types de prestations :

1. Prestations forfaitaires :
 - 1.A. prestations forfaitaires en période d'ouverture du CNSAD-PSL ;
 2. B. prestations forfaitaires en période de fermeture du CNSAD-PSL.
2. Prestations faisant l'objet de bons de commande :
 - 2.A. prestations de gardiennage ;
 - 2.B. prestations de contrôle de sécurité à l'entrée du bâtiment.

1.4. Marchés similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article Article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre de ce marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

1.5. Modifications en cours d'exécution du marché

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire. Ces modifications feront l'objet d'un avenant après accord des deux parties.

1.6 Dispositions spéciales d'exécution du marché

Le CNSAD-PSL peut solliciter une prestation ponctuelle d'une durée inférieure à 4 heures, notamment de 1, 2 ou 3 heures, lorsque celle-ci est immédiatement contiguë au début de la prestation réalisée dans le cadre du forfait.

Dans ce cas, la prestation ponctuelle est considérée comme complémentaire à la prestation forfaitaire, et ne donne pas lieu à l'application automatique de la durée minimale de 4 heures prévue par l'accord de branche, sous réserve du respect des dispositions légales et conventionnelles applicables.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels suivants par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement ;
- le règlement de la consultation (RC) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des charges techniques et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) applicables aux marchés de fournitures courantes et service, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- la synthèse de l'offre financière du titulaire ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- le plan de prévention relatif à la santé et sécurité au travail rédigé par le titulaire.

ARTICLE 3 – DUREE D'EXECUTION

Le marché prendra effet à compter du 5 janvier 2026 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 4 janvier 2027.

Le marché pourra être reconduit de manière express et la durée du marché, périodes de reconduction comprises ne pourra excéder 4 ans.

La reconduction fera l'objet d'un courrier du pouvoir adjudicateur à l'attributaire du marché au plus tard un mois avant la fin de la période initiale.

ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE

Les règles relatives à la sous-traitance sont définies dans le CCAG.

Le titulaire du marché de services, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations techniques que le titulaire du marché.

ARTICLE 5 - PRIX

Le prix des travaux est un prix forfaitaire ferme la première année du marché.

Les prestations à bons de commande sont traitées sur devis, établis sur la base des prix unitaires définis dans la synthèse de l'offre financière.

La révision de prix ne pourra intervenir qu'au 1^{er} janvier de l'année N+1 en cas de reconduction.

Le prix actualisé P est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 (SH1 / SH_o)]$$

P: prix révisé

P_o : prix initial indiqué à l'acte d'engagement

SH1 : dernier indice connu et publié

SH_o : indice connu et publié à la date de signature de l'acte d'engagement initial.

Ces indices de référence correspondent à ceux pratiqués par les Services de sécurité privée (n.c. transports de fonds). Tous ces indices sont publiés par l'INSEE au *Bulletin mensuel de statistique*.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Modalités générales de paiement et format des factures

Pour les prestations forfaitaires, le titulaire du marché présentera au paiement des factures mensuelles d'un montant équivalent à 1/12 du montant du marché. Les factures interviendront au terme de chaque mois de prestation.

Les prestations à bon de commande feront l'objet de factures distinctes. Le titulaire transmettra mensuellement une facture au CNSAD-PSL via le portail de service en ligne « Chorus Pro ». La facture du titulaire comprendra la référence du numéro de bon de commande du CNSAD-PSL.

La transmission des factures sera conforme à l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 qui définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs.

Le portail de service en ligne « Chorus Pro » qui permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi. Le portail est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Le CNSAD-PSL se libérera des sommes dues en exécution du marché par virement bancaire chaque mois, en dehors de sa période de fermeture administrative l'été (6 semaines durant juillet et août chaque année)

L'ordonnateur est Madame Sandy Ouvrier, Directrice du CNSAD-PSL.

Le payeur est Madame Viviane Bestard, Agente comptable du CNSAD-PSL.

6.2. Délais de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées au plus tard 30 jours après la réception de la facture (hors fermeture des congés d'été du CNSAD-PSL), sous réserve de la réalisation des prestations demandées.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir le plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

6.3. Avance

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT, et le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé uniquement sur la part forfaitaire du marché, à hauteur de 5% de cette part. Les prestations ponctuelles, commandées au fur et à mesure des besoins par bons de commande, n'ouvrent pas droit à une avance.

Le titulaire peut renoncer expressément à l'avance lors de la remise de son offre.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

A la demande du CNSAD-PSL, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie corporelle devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à la fin de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 9 - PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

9.1 Personnel travailleur étranger

Les travailleurs étrangers doivent être munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ou de traités ou accords internationaux.

9.2 Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche toute collaboratrice et tout collaborateur participant à la réalisation des prestations, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de sa période d'essai.

9.3. Santé et sécurité au travail

Le titulaire du marché devra prendre connaissance et visera le plan de prévention du CNSAD-PSL.

Le titulaire communiquera au CNSAD-PSL avant le début des prestations son propre plan de prévention relatif à la santé et sécurité au travail. Ce plan de prévention sera actualisé régulièrement.

9.4. Reprise du personnel

Les conditions de reprise du personnel sont définies par les accords de la convention collective nationale des entreprises de prévention.

Le titulaire s'engage à fournir à la demande du CNSAD-PSL dans un délai de 10 jours les données relatives à la reprise des personnels telle que définie dans les accords de la convention collective nationale des entreprises de prévention sous peine de pénalités définies à l'article 11.

ARTICLE 10 – ACCES AUX LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le directeur technique du CNSAD-PSL remettra un jeu de clés au titulaire lui permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le titulaire du marché avisera aussitôt le directeur technique du CNSAD-PSL. Les clés seront remplacées et feront l'objet d'une facturation au titulaire du marché, au tarif en vigueur.

En fin de marché, le titulaire du marché sera tenu de remettre à la personne publique les clés confiées initialement.

ARTICLE 11 – OBLIGATION DE RESULTAT ET PENALITES

Le titulaire du marché s'engage à obtenir et à maintenir une qualité de service répondant aux exigences du CNSAD-PSL.

La qualité sera jugée sur le respect du descriptif des tâches définies dans le cahier des charges techniques.

Au cas où les résultats définis dans le descriptif ne seraient pas obtenus, les parties se rencontreront afin de déterminer le montant des réfections à appliquer, étant entendu que toute prestation incomplètement exécutée ou mal exécutée ne sera pas payée au titulaire du présent marché.

Les pénalités applicables sont les suivantes :

- Respect des consignes d'autorisation d'accès, de sécurité et de sureté : 400 € par constat ;
- Bonne tenue des locaux mis à disposition : 200 € par constat ;
- Port de la tenue conforme : 200 € par constat ;
- Prise de service à heure fixe : 400 € par heure de retard ;
- Un responsable doit être joignable dans les 15 min suivant l'appel du Conservatoire à la suite d'un dysfonctionnement : 200 € par quart d'heure de retard ;
- Retard dans la communication des données relatives à la reprise de personnels : 400 € par jour de retard.

ARTICLE 12 - LITIGES

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent contrat sera soumis aux tribunaux compétents de Paris après avoir apuré tous les moyens de conciliation.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG

L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.